«Dégoûtant» et «immoral», le film Amira retiré par la Jordanie de la course aux Oscars

hier à 17:16



Réalisé par Mohamed Diab, *Amira* raconte l'histoire d'une jeune palestinienne qui découvre ne pas être née d'une insémination du sperme de son père, un prisonnier palestinien, mais de celui d'un geôlier israélien inconnu. *Pyramide Films*

D'un drame familial à une polémique géopolitique. Le réalisateur égyptien Mohamed Diab (*Les Femmes du bus 678*) ne s'attendait certainement pas que son dernier film, *Amira*, ne lui vaille un tel torrent de haine. Un temps porté par la Jordanie pour la course aux <u>Oscars 2022</u>, le long métrage n'ira finalement pas à la compétition, en raison d'un scénario qui «*sert l'occupation israélienne*» en «*se*

moquant des prisonniers», d'après les critiques palestiniennes qui ont abondé sur les réseaux sociaux. En plus de cesser d'être diffusé dans le pays. Une douche froide pour le cinéaste Mohamed Diab qui, après avoir montré *Amira* dans divers festivals - en Italie, en Tunisie, en Égypte et ailleurs - menait depuis un mois campagne avec la Jordanie, où le film a été tourné, pour qu'il représente le royaume aux Oscars.

À lire aussi<u>Oscars 2022: l'heure de gloire de Will</u>
Smith, <u>Lady Gaga</u>, <u>Benedict Cumberbatch ou Kenneth</u>
Branagh?

Premier sujet de friction, le film aborde un sujet pénible, celui de la vie de famille des détenus palestiniens emprisonnés par Israël. Un thème sensible subverti par un scénario osé: celui de l'histoire d'Amira, une Palestinienne de 17 ans née d'une insémination du sperme de son père emprisonné par Israël; un moyen de contourner les barreaux auquel des dizaines de Palestiniennes ont recouru depuis des années. La jeune femme découvre néanmoins, adulte, que le sperme utilisé pour sa conception n'était en réalité pas celui de son père palestinien, mais celui d'un geôlier israélien, incarnation de l'occupation de l'État hébreu.

Tollé chez les proches de détenus

La controverse autour de ce film n'a cessé d'enfler ces dernières semaines sur les réseaux sociaux avec des critiques palestiniennes acerbes. «Ce film est dégoûtant», mais «ce n'est pas un film comme Amira qui nous fera douter de la paternité de nos enfants», a écrit sur Facebook, une Palestinienne, Lydia Rimawi, qui témoigne avoir eu trois enfants avec le sperme de son mari prisonnier. Une opération réalisée grâce à l'aide de codétenus de son époux qui sont parvenus, à leur libération, à lui faire amener de petites fioles de sperme, passées selon elle au nez et à la barbe des soldats israéliens postés aux check-points.

À lire aussi<u>L'Arabie saoudite inaugure son festival du</u>
<u>film de la mer Rouge avec Catherine Deneuve et</u>
<u>Thierry Frémaux</u>

Une autre internaute palestinienne, Reem Jihad, écrit sur Twitter, qu'Amira n'est qu'un «scénario israélien immoral». «Ce film insulte les prisonniers palestiniens sans jamais parler des souffrances de centaines de familles de prisonniers.» «Nous avons pris soin de regarder le film de A à Z et, au terme de nombreuses séances pour en observer les détails, nous le rejetons en bloc», a déclaré Qaddoura Farès, chef du Club des prisonniers palestiniens, qui porte la voix des plus de 4500 Palestiniens détenus par Israël. «L'équipe ferait mieux d'oublier ce film une bonne fois pour toutes», a-t-il conclu. Pour le Hamas, mouvement islamiste palestinien au pouvoir à Gaza dont des centaines de membres sont enfermés dans les prisons de l'État hébreu, ce film n'est rien d'autre qu'un «service rendu à l'ennemi sioniste».



Amira a été présenté en avant-première mondiale, le 3 septembre dernier, à la Mostra de Venise. *Pyramide Films*

Face au tollé de critiques sous le mot-clé «Retirez Amira», Mohamed Diab n'a cessé de répéter qu'il a présenté «un travail propre qui n'insulte en aucun cas les prisonniers ou la cause palestinienne», et a appelé à une «commission de spectateurs composée de prisonniers et de proches regarder et discuter» le film. Un point de vue partagé par le Comité royal jordanien des films, qui défend un long métrage dont «la valeur artistique et le message ne nuisent en rien à la cause palestinienne ni à celle des prisonniers ; et qui, au contraire, mettent en lumière leur détresse, leur résilience ainsi que leur volonté de vivre une vie décente en dépit de l'occupation». Une position qui n'a cependant pas dissuadé le même Comité de retirer son soutien au film pour les Oscars 2022, «en raison de la récente polémique», et «par par respect pour les sentiments des prisonniers et de leurs familles»

Israël, sujet tabou du cinéma arabe

La question d'Israël fait régulièrement polémique dans le milieu de la culture arabe. Officiellement, la plupart des pays arabes ne reconnaissent pas l'État hébreu et leurs artistes sont donc interdits de s'y rendre. En 2017, le réalisateur franco-libanais Ziad Doueiri a été entendu par un tribunal militaire au Liban pour avoir tourné une partie de son film L'Attentat en Israël. Des journalistes et militants lui avaient réclamé des «excuses», l'accusant d'avoir avec son long-métrage «normalisé» les relations avec l'État Hébreu, officiellement toujours en état de guerre avec le Liban. En Algérie, l'écrivain Boualem Sansal a été vivement critiqué pour s'être rendu en Israël afin d'y recevoir un prix littéraire.

À lire aussi<u>Kamel Daoud et Boualem Sansal, l'hymne à la liberté de deux écrivains algériens</u>

En 2020, quatre nouveaux pays arabes ont reconnu Israël - les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan-rejoignant la Jordanie et l'Égypte, le pays de Mohamed Diab, qui le premier a signé la paix avec l'État hébreu en 1979. *Amira* a été financé par l'Égypte, la Jordanie, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Ses actrices principales sont jordaniennes, dont Saba Mubarak, mais d'autres rôles sont tenus par des Arabes israéliens. En plus des actions prises en Jordanie, l'Arabie saoudite, qui tient depuis la semaine dernière, à Jeddah, son premier grand festival cinématographique, a tout simplement déprogrammé la diffusion du film.